

Art. 5. Het plaatselijk bestuur maakt jaarlijks een activiteitenverslag op waarin gewag gemaakt wordt van, o.a., de verdeling van de leningen naar gelang van de inkomens van de gezinnen zoals bedoeld in de Waalse wooncode.

Art. 6. Het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 2009 tot vaststelling van de tegemoetkomingsvoorwaarden van het Gewest in de vermindering van de rentelast voor de leningen toegekend door de plaatselijke besturen die een overeenkomst gesloten hebben met het Fonds ter reductie van de globale energiekost wordt opgeheven.

Art. 7. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 februari 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 705

[2011/201046]

17 FEVRIER 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2003 et du 12 août 2003;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 15 juillet 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 janvier 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 février 2011;

Considérant le Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen Agricole pour le Développement rural (FEADER), et notamment son article 7; et ses modifications (Reg. 363/2009 du 4 mai 2009 et Reg. 482/2009 du 8 juin 2009);

Considérant le Règlement (CE) n° 1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural; et sa modification du 9 juin 2009 (Reg. 484/2009);

Considérant les lignes directrices de la Communauté du 27 décembre 2006 concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole et forestier 2007-2013 (JO 2006/C 319/01);

Considérant le Règlement (CE) n° 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles;

Considérant le Règlement (CE) n° 74/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 portant modification du Règlement (CE) n° 1698/2005 concernant le soutien au développement rural par le Feader;

Considérant le Règlement (CE) n° 1122/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 fixant les modalités d'application du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité, la modulation et le système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs prévus par ce Règlement ainsi que les modalités d'application du Règlement (CE) 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité dans le cadre du régime d'aide prévu pour le secteur vitivinicole;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures pour mettre en œuvre la décision du 26 février 2010 de la Commission approuvant la révision du programme de développement rural de la Wallonie, pour la période de programmation 2007-2013 et modifiant la décision de la Commission C(2007) 6083 du 30 novembre 2007 approuvant le programme de développement rural;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique, les modifications suivantes sont apportées :

— le 7^o est remplacé par : « 7^o administration : le directeur général de la Direction générale opérationnelle 3 du Service public de Wallonie ou son délégué »;

— au 10^o, le terme "Sanitel" est remplacé par le terme "Sanitrace".

Art. 2. A l'article 2, 9^o, de l'arrêté du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique, le terme "Sanitel" est remplacé par le terme "Sanitrace".

Art. 3. A l'article 3 de l'arrêté du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique, les modifications suivantes sont apportées :

— le 2^o du § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« 2^o groupe de culture 2 : ce groupe concerne les cultures suivantes :

— légumineuses code 83

• mélange de graminées et de légumineuses code 84;

• autres couverts semés code 85;

• couverts favorisant la faune code 851; »;

— le 4^o du § 1^{er} est remplacé comme suit :

« 4^o groupe de cultures 4 "autres cultures annuelles" : ce groupe concerne les cultures autres que celles énumérées pour les groupes de cultures 1, 2 et 3, à l'exception des couvertures végétales suivantes :

• couvert naturel spontané code 81;

• cultures forestières à rotation courte code 883;

• miscanthus code 884;

• boisement de terre agricole code 891;

• pépinières de plants forestiers code 9560;

• tabac code 9821. »;

— le 3^o du § 2 est remplacé comme suit :

« Pour le groupe 4, les aides suivantes sont accordées selon la superficie totale pour ce groupe :

• 450 euros/hectare pour les 32 premiers hectares;

• 325 euros/hectare au-delà du 32^e hectare jusqu'au 64^e hectare;

• 250 euros/hectare au-delà du 64^e hectare. »

Art. 4. A l'article 5, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique, le terme "Sanitel" est remplacé par le terme "Sanitrace".

Art. 5. A l'article 7, alinéa 2, de l'arrêté du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique, le terme "Sanitel" est remplacé par le terme "Sanitrace".

Art. 6. A l'article 8 de l'arrêté du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique, l'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant : « L'inspecteur du Département des Aides de la Direction générale opérationnelle 3 du Service public de Wallonie ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté ».

Art. 7. A l'article 9, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique, les termes "Direction générale de l'Agriculture" sont remplacés par les termes "Direction générale opérationnelle 3 du Service public de Wallonie".

Art. 8. A l'article 10 de l'arrêté du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique, les termes "inspecteur général de l'administration" sont remplacés par "l'inspecteur du Département des Aides de la Direction générale opérationnelle 3 du Service public de Wallonie".

Art. 9. L'article 12 de l'arrêté du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique est complété comme suit :

« Les montants des aides visés à l'article 2 du présent arrêté sont octroyés pour tout paiement relatif aux dossiers introduits en 2010 via la déclaration de superficie. »

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 février 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture,
de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 705

[2011/201046]

17. FEBRUAR 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2003 und vom 12. August 2003;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisierung der durch die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlichen Bestimmungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. November 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 15. Juli 2010;

Aufgrund des am 28. Januar 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Februar 2011 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL), insbesondere des Artikels 7 und der Änderungen (Verordnung 363/2009 vom 4. Mai 2009 und Verordnung 482/2009 vom 8. Juni 2009);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1975/2006 der Kommission vom 7. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums und der Änderung vom 9. Juni 2009 (Verordnung 484/2009);

Aufgrund der Rahmenregelung der Gemeinschaft vom 27. Dezember 2006 für staatliche Beihilfen im Agrar- und Forstsektor 2007-2013 (AB 2006/C 319/01);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 889/2008 der Kommission vom 5. September 2008 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen hinsichtlich der ökologischen/biologischen Produktion, Kennzeichnung und Kontrolle;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 74/2009 des Rates vom 19. Januar 2009 zur Abänderung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1122/2009 der Kommission vom 30. November 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates hinsichtlich der Cross-Compliance, der Modulation und des Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems im Rahmen der in dieser Verordnung vorgesehenen Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe sowie der Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates hinsichtlich der Cross-Compliance im Rahmen der für den Weinsektor vorgesehenen Stützungsregelung;

In der Erwägung, dass unverzüglich Maßnahmen zu treffen sind, um die Entscheidung der Kommission vom 26. Februar 2010 zur Genehmigung der Änderungen des Programms für die ländliche Entwicklung der Wallonie des Programmplanungszeitraums 2007-2013 und zur Änderung der Entscheidung Nr. C(2007) 6083 der Kommission vom 30. November 2007 zur Genehmigung dieses Programms für die ländliche Entwicklung umzusetzen;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. November 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft wird wie folgt abgeändert:

— Punkt 7° wird ersetzt durch "Verwaltung: der Generaldirektor der operativen Generaldirektion 3 des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dessen Stellvertreter";

— in Absatz Punkt 10° wird der Begriff "Sanitel" durch den Begriff "Sanitrace" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 2, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft wird der Begriff "Sanitel" durch den Begriff "Sanitrace" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. November 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft wird wie folgt abgeändert:

— 2° § 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«2° Kulturgruppe 2: diese Gruppe betrifft folgende Kulturen:

— Leguminosen Code 83

- Gemisch von Gräsern und Leguminosen Code 84;
- Sonstige eingesäte Pflanzendecken Code 85;
- Pflanzendecken, die die Fauna fördern Code 851;»;

— 4° § 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«4° Kulturgruppe 4 "sonstige jährliche Kulturen": diese Gruppe betrifft Kulturen, die nicht unter den Kulturgruppen 1, 2 und 3 angeführt werden, mit Ausnahme der folgenden Pflanzendecken:

- Spontane Pflanzendecke Code 81;
- Forstkulturen mit einer kurzen Umtriebszeit Code 883;
- Miscanthus Code 884;
- Aufforstung von landwirtschaftlichen Ländereien Code 891;
- Baumschulen für forstliche Baumarten Code 9560;
- Tabak Code 9821.»;

— 3° § 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Für die Gruppe 4 werden folgende Beihilfen auf der Grundlage der Gesamtfläche für diese Gruppe gewährt:

- 450 Euro/ha für die ersten 32 Hektar;
- 325 Euro/ha ab dem 33. Hektar und bis zum 64. Hektar;
- 250 Euro/ha über den 64. Ha hinaus.»

Art. 4 - In Artikel 5, § 1, 1° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft wird der Begriff "Sanitel" durch den Begriff "Sanitrace" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 7, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft wird der Begriff "Sanitel" durch den Begriff "Sanitrace" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft wird Absatz 4 durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Der Generaldirektor der operativen Generaldirektion 3 des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, ist bevollmächtigt, um die Ausgaben bezüglich der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen."

Art. 7 - In Artikel 9 § 1 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft wird der Wortlaut "Generaldirektion der Landwirtschaft" durch den Wortlaut "Operative Generaldirektion 3 des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft wird der Wortlaut "Generalinspektor der Verwaltung" durch den Wortlaut "Inspektor der Abteilung Beihilfen der Operativen Generaldirektion 3 des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 9 - Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. November 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft wird wie folgt ergänzt:

«Die in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses angeführten Beihilfebeträge werden gewährt für alle Zahlungen, die 2010 für die im Rahmen der Flächenerklärung eingereichten Akten erfolgt sind.»

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 11 - Der Minister für Landwirtschaft ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Februar 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft,
ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 705

[2011/201046]

17 FEBRUARI 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2003 en 12 augustus 2003;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, voor het laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid op 15 juli 2010;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 januari 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 februari 2011;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO), inzonderheid op artikel 7, en de wijzigingen ervan (Ver. 363/2009 van 4 mei 2009 en Ver. 482/2009 van 8 juni 2009);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1975/2006 van de Commissie van 7 december 2006 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van procedures voor de controle en de voorwaardelijkheid in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandontwikkeling, en haar wijziging van 9 juni 2009 (Ver. 484/2009);

Gelet op de communautaire richtsnoeren van 27 december 2006 voor staatssteun in de landbouw- en de bosbouwsector 2007-2013 (PB 2006/C 319/01);

Gelet op Verordening (EG) nr. 889/2008 van de Commissie van 5 september 2008 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten wat betreft de biologische productie, de etikettering en de controles;

Gelet op Verordening (EG) nr. 74/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1698/2005 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1122/2009 van de Commissie van 30 november 2009 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem in het kader van de bij deze Verordening bedoelde regelingen inzake rechtstreekse steunverlening ten gunste van landbouwers alsook uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad wat betreft de randvoorwaarden in het kader van de steunregeling voor de wijnsector;

Overwegende dat maatregelen onverwijld moeten worden genomen voor de uitvoering van de beslissing van 26 februari 2010 van de Commissie tot goedkeuring van het programma voor plattelandontwikkeling van Wallonië voor de programmatieperiode 2007-2013 en tot wijziging van de beslissing van de Commissie C(2007) 6083 van 30 november 2007 tot goedkeuring van het programma voor plattelandontwikkeling;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— 7^o wordt vervangen door : « 7^o administratie : de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal 3 van de Waalse Overheidsdienst, of diens afgevaardigde »;

— in 10^o, wordt het woord "Sanitel" vervangen door het woord "Sanitrace".

Art. 2. In artikel 2, 9^o, van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, wordt het woord "Sanitel" vervangen door het woord "Sanitrace".

Art. 3. In artikel 3 van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— 2^o van § 1 wordt vervangen door wat volgt :

« 2^o teeltgroep 2 : deze groep betreft de volgende gewassen :

— leguminosen code 83

- mengsel grasgewassen en leguminosen code 84;
- andere ingezaaide bedekkingen code 85;
- bedekkingen voor de bevordering van fauna code 851; »;

— 4^o van § 1 wordt vervangen door wat volgt :

« 4^o teeltgroep 4 "andere jaarlijkse gewassen" : deze groep betreft de andere teelten die niet opgenomen zijn in de teeltgroepen 1, 2 en 3, behalve de volgende plantbedekkingen :

- natuurlijke spontane bedekking code 81;
- bosgewassen met korte rotatie code 883;
- miscanthus code 884;
- bebossing van landbouwgrond code 891;
- kwekerijen van bosplanten code 9560;
- tabak code 9821. »;

— 3^o van § 2 wordt vervangen door wat volgt :

« Voor groep 4 wordt op grond van de totaaloppervlakte voor die groep de volgende steun verleend :

- 450 euro/ha voor de eerste 32 ha;
- 325 euro/ha boven de 32e ha tot de 64e ha;
- 250 euro/ha boven de 64e ha. »

Art. 4. In artikel 5, § 1, 1^o, van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, wordt het woord "Sanitel" vervangen door het woord "Sanitrace".

Art. 5. In artikel 7, tweede lid, van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, wordt het woord "Sanitel" vervangen door het woord "Sanitrace".

Art. 6. In artikel 8 van het besluit van 24 april 200808 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, wordt het vierde lid vervangen door het volgende lid : « De inspecteur van het Departement Steun van het Operationeel Directoraat-generaal 3 van de Waalse Overheidsdienst of, bij diens afwezigheid of verhindering, de ambtenaar die hem vervangt, wordt ertoe gemachtigd de uitgaven i.v.m. de bij dit besluit bepaalde steun, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren. »

Art. 7. In artikel 9, § 1, derde lid, van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, worden de woorden "Directoraat-generaal Landbouw" vervangen door de woorden "Operationeel Directoraat-generaal 3 van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 8. In artikel 10 van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, worden de woorden "aan de administratie" vervangen door de woorden "aan de inspecteur-generaal van het Departement Steun van het Operationeel Directoraat-generaal 3 van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 9. Artikel 12 van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, wordt aangevuld als volgt :

« De bedragen van de tegemoetkomingen bedoeld in artikel 2 van dit besluit worden toegekend voor elke betaling in verband met dossiers ingediend in 2010 via de oppervlakteaangifte. »

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 februari 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw,
Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN